



## 16ème législature

|   |  |  |
|---|--|--|
| <b>Question N° :</b><br><b>12847</b>  | De <b>M. Max Mathiasin</b> ( Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires - Guadeloupe ) | <b>Question écrite</b>   |
| <b>Ministère interrogé</b> > Enfance  |  | <b>Ministère attributaire</b> > Enfance, jeunesse et familles                      |
| <b>Rubrique</b> >enfants  | <b>Tête d'analyse</b> >Droits des parents d'enfants placés à l'aide sociale à l'enfance      | <b>Analyse</b> > Droits des parents d'enfants placés à l'aide sociale à l'enfance. |
| Question publiée au JO le : <b>14/11/2023</b><br>Date de changement d'attribution : <b>23/04/2024</b><br>Date de signalement : <b>07/05/2024</b><br>Question retirée le : <b>11/06/2024</b> (fin de mandat) |  |  |

### Texte de la question

M. Max Mathiasin interroge Mme la secrétaire d'État auprès de la Première ministre, chargée de l'enfance sur les droits des parents titulaires de l'autorité parentale dont les enfants sont placés à l'aide sociale à l'enfance (ASE). Le ministère des solidarités et de la santé a publié un guide : « L'exercice des actes relevant de l'autorité parentale pour les enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance » qui s'adresse tout particulièrement aux conseils départementaux avec la double vocation d'aider les professionnels de la protection de l'enfance et d'offrir à l'enfant, dans la mesure du possible, le même quotidien que celui des autres enfants. Ce guide rappelle que le service départemental de l'ASE peut effectuer seul les actes usuels, sous réserve d'en informer les parents et qu'il ne peut pas effectuer seul les actes non usuels, pour lesquels il doit recueillir l'autorisation du ou des titulaires de l'autorité parentale. Or il apparaît à travers divers témoignages de parents que ces principes d'information et d'autorisation ne sont pas toujours respectés, entre autres, sur des sujets relatifs à la scolarité et à la santé de l'enfant, alors qu'aucune décision judiciaire ne s'y oppose. Il arrive même qu'il soit fait obstacle, de manière directe ou indirecte, au droit de visite du parent. Il lui demande comment garantir l'effectivité des droits des parents et quels sont les recours de ceux qui subissent le non-respect de leurs droits de la part d'un agent de l'ASE. Il souhaite également savoir si les agents de l'ASE sont soumis à une obligation de discrétion et de réserve concernant les parents à l'égard des tiers. Enfin, il lui demande quelles mesures, voire sanctions, sont applicables à l'encontre des agents de l'ASE qui ne respectent pas les droits des parents et ne remplissent pas leurs obligations.